

SE MOBILISER : OUI MAIS POUR QUOI ?

Juin-juillet 2018 : coupe du monde de football en Russie. En Belgique, des millions d'yeux sont braqués sur les écrans, des centaines de milliers de personnes sont massées sur les places pour suivre les exploits de notre équipe nationale. Vous y étiez peut-être.

Ces rassemblements populaires festifs sont réjouissants. Ils soulèvent aussi de nombreuses questions. Récemment, plusieurs personnes m'interpellent : « Comment expliquer une telle mobilisation alors que dans le même espace-temps, les gouvernements des différents niveaux de pouvoir font passer des réformes aux lourdes conséquences sociales ou démocratiques, sans susciter beaucoup de réaction de la population ? » Prenons trois exemples.

La réforme des pensions, à terme, conduira à travailler jusque 67 ans. Beaucoup de jeunes sont préoccupés pour leur avenir. Seront-ils capables de travailler jusqu'à cet âge ? Quel sera le montant de leur pension ? Incalculable, vu le système des pensions à points prévu...

En Wallonie, une réforme des postes APE (aides à la promotion de l'emploi) est imposée sans concertation avec le secteur concerné. Les simulations montrent qu'il y aura des pertes de moyens pour les asbl ou pouvoirs locaux. Quand une petite structure du secteur non-marchand, perd 5% de ses moyens, c'est l'emploi qui est directement menacé, ou bien les services offerts à la population diminués. Cette réforme concerne 40.000 personnes.

En février 2018, une étape a été franchie dans la lutte frénétique du gouvernement fédéral contre les personnes migrantes. Une descente de police a lieu dans les locaux d'une asbl culturelle bruxelloise, des personnes sont arrêtées sans ménagements. Un militant syndical et un artiste sont emprisonnés, ils seront relâchés plusieurs mois plus tard. Rappelons aussi que ce même gouvernement a voulu autoriser les visites

domiciliaires pour débusquer les migrants et aujourd'hui souhaite autoriser à nouveau l'enfermement d'enfants dans des centres fermés. Nous sommes en 2018.

Le recul de la sécurité sociale, la fragilisation du secteur associatif, le traitement réservé aux migrants en Belgique, trois situations pour lesquelles nous n'avons pas connu de mobilisation massive prolongée comme celle que nous connaissons avec le Mondial. Pourquoi ?

Est-ce un besoin d'évasion alors que nous vivons une période incertaine et insécurisante ? Après les religions, les partis politiques, aujourd'hui, le monde du football serait-il le seul à rassembler ? Certains diront que l'être humain se mobilise lorsqu'il se sent concerné... Et pourtant sa pension, les services proposés par le secteur socio-culturel, les répressions des migrants sous nos yeux... autant de sujets qui nous touchent directement. Face à l'incompréhension, à l'injustice, comment ne pas s'indigner et se positionner en acteur ?

Des citoyens sont en réflexion. En mai dernier, le CIEP a organisé un voyage d'étude pour découvrir des initiatives innovantes en matière de transition économique, écologique et sociale. (voir pages 6-7-8). Les participants sont revenus ressourcés avec l'envie de s'impliquer. Le changement a lieu ici et maintenant. Le voir de ses propres yeux donne envie d'y prendre part.

Ne pas se décourager. Oser expérimenter au plan local, même à quelques-uns, une autre manière de faire, de vivre, de consommer, de travailler. Margaret Mead disait : « Ne doutez jamais qu'un petit groupe de personnes peuvent changer le monde. En fait, c'est toujours ainsi que le monde a changé »

Jean-Nicolas Burnotte

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos organisations

P. 4-5

Faisons connaissance avec...

Marie-Sophie Thiry

P. 6-7-8

Dossier :

« Là où le changement a lieu »
Retour sur le voyage découverte du CIEP Luxembourg

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

UNE NOUVELLE PERMANENTE À LA CSC : CAMILLE ZIGRAND



Camille Zigrand est diplômée en criminologie (UCL). Elle s'est spécialisée dès ses études dans l'aide aux détenus. Son mémoire de fin de maîtrise portait sur les expériences de vie des détenus et de leurs familles, à la fois dans et en dehors de la prison. Elle a ensuite travaillé durant plusieurs années au sein d'asbl ayant pour objet social l'aide et la réinsertion socio-professionnelle des détenus et ex-détenus (Ittre et Andenne). Elle a aussi été formatrice en orientation professionnelle pour des jeunes en recherche d'emploi et chargée de projets pour l'intégration de personnes d'origine étrangère. De par son expérience de terrain auprès de demandeurs d'emploi, elle a régulièrement été en contact avec les syndicats. Revenue en province de Luxembourg dont elle est originaire (Attert), elle a rejoint l'équipe des permanent.es interprofessionnel.les de la CSC Luxembourg, à la mi-avril 2018. Elle est en charge des jeunes, à Libramont, Bertrix et Neufchâteau. Elle garde toutefois un pied dans le milieu carcéral puisqu'elle est membre de la Commission de surveillance de la prison d'Arlon pour un mandat de 4 ans. Cette fonction, bénévole, consiste à veiller au respect des droits des détenus. Bienvenue et bonne route !



LE CIEP LUXEMBOURG RECRUTE DEUX ANIMATEURS/TRICES EN ÉDUCATION PERMANENTE

ENVIE DE REJOINDRE L'ÉQUIPE DU CIEP ?

1. Un contrat de remplacement à durée déterminée (10 mois) à $\frac{3}{4}$ temps
2. Un contrat à durée indéterminée (CDI) à $\frac{3}{4}$ temps

Être dans les conditions APE

Entrée en fonction début septembre 2018

La fonction :

- Concevoir et développer des projets d'Éducation permanente et les mettre en oeuvre de manière créative et rigoureuse
- Animer des groupes, groupes de travail thématiques
- Gérer certains aspects de la communication

Le profil :

- Aisance rédactionnelle et facilité d'expression orale, maîtrise des outils bureautiques
- Sensibilité aux problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels aux niveaux : local, national, international
- Connaissance des institutions politiques, économiques, sociales et culturelles
- Bonne maîtrise du français
- Disponibilité en soirée
- Travail en équipe et en autonomie
- Mobile
- Permis B



Les candidatures (CV + lettre de motivation) sont à adresser à :

Jean-Nicolas Burnotte, Secrétaire fédéral

📍 rue des Déportés, 39 à 6700 Arlon

✉ jn.burnotte@mocluxembourg.be

Clôture des candidatures le 15 août 2018.

SOCRATE PHILOSOPHE À ARLON, BASTOGNE ET NEUFCHÂTEAU



« ON A TOUS UN PETIT CÔTÉ PHILOSOPHE... »

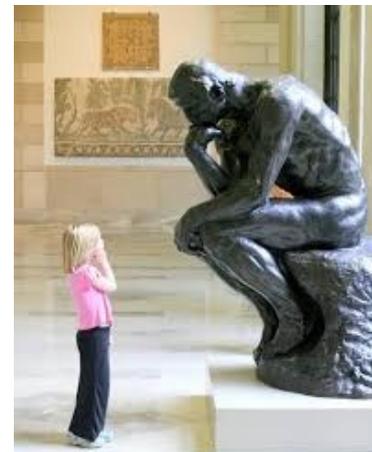
Dès septembre, le CIEP Luxembourg propose un ensemble de moments de réflexion sur des questions de philosophie politique. L'animation est assurée par Bernard Kerger.

Démocratie, pouvoir du peuple. La démocratie semble toujours inachevée. Elle paraît incertaine, vacillante. De multiples symptômes en témoignent : abstention au vote, coupure entre le peuple et les élites, impression de flottement, opacité... Les démocraties sont marquées par la déception comme si un idéal était trahi.

Dans un monde de la vitesse, les territoires sont dénudés de leurs espaces publics, expropriant au passage les citoyens de la délibération et de leur pouvoir d'objection. « Socrate philosophe » tente de constituer un lieu de réflexion et de pensée sur le Vivre ensemble dans la Cité. Il est l'occasion de cheminer modestement en compagnie de nombreux philosophes anciens, modernes ou contemporains.

À partir de quelques documents, un texte, une vidéo, un témoignage... chaque soirée aborde des questions de philosophie politique : qu'est-ce que le pouvoir ? L'autorité ? La démocratie ? Le peuple ?...

La démarche est gratuite et accessible à toutes et tous. Elle n'exige aucun prérequis, sauf à Arlon où les cycles s'adressent prioritairement aux personnes qui ont déjà suivi une première année de formation.



Les groupes de Libramont et Saulnes sont complets.

Infos / réservations

☎ 063/21 88 84

✉ b.kerger@moluxembourg.be

À Bastogne, en collaboration avec Éneo

12 lundis de 13h30 à 15h30

En 2018 : 24/09, 15/10, 05/11, 26/11, 17/12

en 2019 : 21/01, 18/02, 18/03, 01/04, 29/04, 13/05, 03/06

📍 Mutualité Chrétienne, rue Pierre Thomas, 10r à 6600 Bastogne

À Neufchâteau, en partenariat avec le Centre culturel

12 mercredis de 19h30 à 21h30

En 2018 : 26/09, 17/10, 07/11, 28/11, 19/12

En 2019 : 23/01, 20/02, 20/03, 03/04, 15/05, 05/06, 19/06

📍 Moulin Klepper, rue du Moulin, 12 à 6840 Neufchâteau

À Arlon, ouverture de deux groupes

Premier groupe :

12 lundis de 13h30 à 15h30

En 2018, 17/09, 08/10, 29/1, 12/11, 10/12

En 2019, 14/01, 11/02, 11/03, 08/04, 29/04, 20/05, 17/06

Deuxième groupe :

12 mercredis de 19h00 à 21h00

En 2018, 19/09, 03/10, 24/10, 14/11, 05/12

En 2019, 09/01, 06/02, 27/02, 27/03, 24/04, 08/05, 29/05

📍 CSC, rue Pietro Ferrero, 1 à 6800 Arlon

UN NOUVEAU BUREAU JOURNALIER POUR LE MOC LUXEMBOURG

Lors du Conseil fédéral du 11 juin dernier, le bureau journalier du MOC Luxembourg a été renouvelé. En voici la composition actuelle, pour une durée de 4 ans. Bienvenue à Sarah Brix et un grand merci à Nelly Audistère pour les huit années qu'elle a consacrées au bureau !



Bernard Kerger
Président



Patrick Deravet
Vice-président



Jean-Nicolas Burnotte
Secrétaire fédéral



Jean Noël
Membre



Véronique Quinet
Animatrice CIEP



Sarah Brix
Membre

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

MARIE—SOPHIE THIRY

POUVEZ—VOUS NOUS DIRE QUELQUES MOTS À PROPOS DE VOTRE PARCOURS PROFESSIONNEL ?

J'ai toujours eu envie d'aller à la rencontre d'autres cultures. À la fin de mes humanités, j'ai effectué un voyage au Sénégal qui m'a ouverte à d'autres cultures, à d'autres manières d'accompagner les personnes. J'ai vécu dans une famille d'accueil à Dakar. J'ai travaillé comme bénévole dans une pouponnière, notamment avec des parents qui n'avaient pas la possibilité de s'occuper de leurs enfants. J'ai également pu me rendre à l'hôpital de Fann et être immergée dans l'approche ethnopsychiatrique du soin en santé mentale. Les thérapeutes utilisaient des leviers culturels pour susciter un mieux-être chez la personne.

De retour en Belgique, j'ai suivi des études de psychologie à Bruxelles et à Louvain. À la fin de ma deuxième année, je suis partie en Inde pour travailler avec des enfants d'âge primaire. Plus tard, pour mon mémoire, j'ai effectué des recherches sur la construction identitaire des femmes, à partir des croyances religieuses et traditionnelles relatives aux mutilations génitales. Je suis partie deux mois au Burkina Faso et au Mali. En arrivant sur place, je me suis rendu compte que certains concepts n'étaient pas compréhensibles pour une culture plus collectiviste, notamment le rapport au corps. J'ai donc dû m'adapter pour pouvoir rencontrer ces femmes, réorienter ma recherche en fonction de leurs propres perceptions et créer un lien de confiance avec elles. La psychologie et la psychiatrie sont souvent conceptualisées de manière trop occidentalisée. J'ai dû aller à la rencontre de femmes dans des contrées isolées avec des hommes qui jouaient le rôle de traducteurs et de médiateurs culturels. L'élaboration de mon mémoire s'est poursuivie en Belgique où j'ai rencontré des femmes demandeuses d'asile dans des centres de la Croix-Rouge.

Après l'obtention de mon diplôme, j'ai travaillé comme médiatrice au sein d'une asbl qui faisait du soutien à la parentalité, puis j'ai été engagée au CINL pour mettre en place un service d'ethnopsychologie en province du Luxembourg.

QU'EST—CE QUE LE CINL, EN QUELQUES MOTS ?

Le CINL (Centre des Immigrés de Namur-Luxembourg) est un service psycho-social situé en provinces de Namur et de Luxembourg, avec des antennes à Marche, Libramont, Namur et Arlon. Né en 1964 sous l'impulsion de



Coordinatrice du Centre des Immigrés Namur-Luxembourg



l'évêché de Namur-Luxembourg, il s'adressait à des personnes d'origine italienne, polonaise, marocaine et turque venues travailler en Belgique. Petit à petit, le CINL s'est spécialisé dans le droit des étrangers. En 1990, il a obtenu le statut d'asbl et en 2013, nous avons « ouvert » un service ethnopsychiatrique suite au dépôt d'un projet au niveau européen. En 2014, le CINL est devenu un service multidisciplinaire, social et psychologique.

Actuellement, l'équipe est constituée de quatre assistantes sociales, trois psychologues et d'une coordinatrice. Les assistantes sociales travaillent de façon individuelle, avec un couple, une famille, un enfant, un adolescent, et de façon collective. Les permanences permettent un premier contact et le suivi se fait sur rendez-vous, le plus souvent en présence d'un interprète. En individuel, elles offrent une orientation vers des services alimentaires, des conseils, une écoute mais surtout une aide sociale spécialisée en droits des étrangers (demande d'asile, regroupement familial, visa humanitaire, aide médicale urgente pour les sans-papiers, contacts avec les ambassades...). Lors des permanences, les assistantes sociales ont constaté que certaines personnes venaient pour créer du lien. Nous avons décidé de mettre en place des projets plus collectifs afin de répondre à cette demande. À Namur, un groupe se réunit régulièrement pour des visites, des ateliers... Pour le moment, c'est un groupe CINL, mais nous souhaitons l'ouvrir à des personnes du quartier.

Le service psychologique a trois pôles : les consultations individuelles et collectives, les ateliers thérapeutiques et les formations. Travailler avec des populations étrangères demande de se former de manière spécifique et de s'ouvrir aux croyances de nos bénéficiaires. En psychologie, il existe plusieurs modèles par lesquels on va penser la santé mentale. Nous nous basons sur l'ethnopsychiatrie, la clinique de l'exil et la gestion des traumatismes, tout en intégrant différentes approches. En 2017, les pays d'origine des personnes qui venaient à nos consultations

sociales étaient principalement l'Afghanistan, le Congo, le Maroc, la Belgique (regroupement familial) et le Cameroun. Pour le service psychologique, il s'agissait surtout de l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, le Cameroun et la Syrie.

Ce travail est éprouvant humainement. Les valeurs qui nous portent à travers notre travail nous animent et nous permettent de garder le cap au quotidien. Le plus dur, ce sont les situations non-abouties, les pistes fermées... L'attention au bien-être des travailleurs permet de contrebalancer en partie les difficultés rencontrées dans notre secteur. En 2017, 522 bénéficiaires sont passés par notre service social dont 228 en province du Luxembourg. Pour le service de psychologie, 77 personnes ont pu être accompagnées, soit 400 consultations. De janvier à juin 2018, le service psychologique a déjà accompagné 80 personnes. Nous avons eu l'occasion d'engager une psychologue supplémentaire, ce qui a permis de supprimer la liste d'attente.

CES DERNIÈRES ANNÉES, AVEZ-VOUS VU UNE ÉVOLUTION DANS LA POPULATION QUE VOUS SUIVEZ ?

Au début, nous recevions beaucoup de Russophones et d'Africains. Depuis 2015, une partie de la population arrivée dans notre centre présente des symptômes sévères de post-traumatisme dus à la guerre (Irak, Syrie...). Nous travaillons souvent à partir de la culture des personnes au sein des prises en charge thérapeutiques. Nous nous sommes formés pour ce travail spécifique.

« MARIE-SOPHIE THIRY REMET LE PRIX... »

• DU LIVRE INSPIRANT À :

« Les cerfs-volants de Kaboul » de Khaled Hosseini

Un livre que j'ai dévoré, qui nous permet d'imaginer une ville, ses habitants, ses odeurs, les tensions, la guerre... ainsi qu'un système relationnel propre à une culture, un pays. C'est également une belle histoire d'amitié.

• DE LA PERSONNALITÉ ENTHOUSIASMANTE À :

Vandana Shiva

Écoféministe indienne, elle initie et propose des alternatives à nos modes de fonctionnement.



• DU FAIT D'ACTUALITÉ MARQUANT DE L'ANNÉE 2018 :

La mobilisation citoyenne qui s'est créée et qui perdure suite à l'arrivée massive de personnes migrantes en 2015.



Actuellement, je réalise une recherche sur les besoins dans la province afin de proposer des consultations psychologiques plus mobiles et de couvrir une plus large partie du territoire pour apporter une aide aux personnes qui n'ont pas la possibilité physique ou psychique de se rendre dans nos lieux de consultation. À partir de septembre, il est prévu d'organiser une journée de consultation mobile dans différents endroits de la province (ex : dans les locaux d'un CPAS). Nous allons également ouvrir une antenne à Vielsalm, car nous étions jusqu'à présent absents du nord-est de la province. La fermeture des centres de Sainte-Ode et Stockem est un grand changement pour nous, car il s'agissait de partenaires privilégiés.

QUELLES SONT LES QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ ACTUELLEMENT AU SEIN DE VOTRE SERVICE ?

Je viens de parler de la mobilité de notre service psychologique et de l'installation de cette nouvelle antenne à Vielsalm. Nous devrions aussi pouvoir proposer aux MENA (Mineurs Non Accompagnés), de plus en plus présents dans notre service, un accompagnement plus adapté. Ils ont besoin d'être accompagnés « physiquement » dans certaines démarches. Enfin, le discours des passeurs pose également de nombreux problèmes. Ils expliquent aux migrants les propos qu'ils doivent tenir pour obtenir leurs papiers. Mais ce discours ne correspond pas à leur histoire et cela se remarque lors des interviews, mettant en péril la procédure. Les migrants ont besoin qu'on puisse prendre le temps de leur réexpliquer le fonctionnement de la procédure pour leur permettre de se distancier des discours qui leur ont été tenus lors du trajet d'exil.

Sur la scène politique, nous disposons de peu de pouvoir d'interpellation. Nous faisons partie de la Coluxam (Coordination Luxembourgeoise Asile et Migration). Il est possible de porter des revendications à travers elle, notamment à propos des politiques d'asile de plus en plus restrictives et contraires aux droits humains. Il est temps de se mobiliser autour de la question. Le CINL est également membre du CIRé (Coordination et Initiatives pour les Réfugiés et les Étrangers). C'est important pour nous d'être associé à leur positionnement.

Interview : Thérèse Willot

« LÀ OÙ LE CHANGEMENT A LIEU »

RETOUR SUR LE VOYAGE DÉCOUVERTE DU CIEP LUXEMBOURG



Depuis quelques années, des initiatives citoyennes fleurissent pour « changer le monde ». Si elles restent isolées, elles ne suffiront sans doute pas. C'est pourquoi, à l'approche des élections communales, le CIEP Lux a mis sur pied un programme en vue d'aider les citoyens et les (futurs) élus à dépasser leur méfiance mutuelle pour agir ensemble localement afin de participer activement au changement « global ».

L'appui institutionnel peut en effet donner de l'ampleur aux projets citoyens. Après plusieurs soirées-rencontres autour de ce thème dans une dizaine de communes de la province, des animateurs du CIEP Lux ont emmené une trentaine de personnes (beaucoup de citoyens et... peu d'élus) pour un voyage d'études à la découverte d'initiatives porteuses de changement.

I. LOOS-EN-GOHELLE, COMMUNE EN TRANSITION

Vendredi 18 mai, direction Loos-en-Gohelle, dans le Nord de la France. C'est cette commune qui a donné l'idée à l'équipe d'animateurs du CIEP Lux d'organiser une réflexion autour des rapports entre institutions locales et citoyens pour construire une alternative au monde actuel. Il y a quelques années, Loos-en-Gohelle était très mal en point écologiquement et économiquement parlant, du fait de l'exploitation du charbon et... de l'arrêt de celle-ci. Depuis 30 ans, autorités et habitants travaillent main dans la main pour développer des projets innovants en vue de résoudre les problèmes et les crises locales et globales.

La découverte de la ville débute par la base 11/19, un ancien site minier reconverti en pôle mixte développement durable/culture. Les deux sont intimement liés puisque la mutation de la

commune a débuté par le classement de certains terrils au patrimoine mondial par l'UNESCO. En effet, pour donner l'envie aux Loossois d'aller de l'avant, le maire et son équipe ont voulu d'abord permettre à leurs concitoyens de retrouver l'estime de soi et la fierté vis-à-vis de leur territoire. Loos-en-Gohelle est ensuite devenu un pôle de Recherche et développement en matière d'écoconstruction. Nous nous en rendons compte en visitant le théâtre de



l'écoconstruction et la maison de l'ingénieur Réhafatur. Dans le premier, on expose les écomatériaux, dans la seconde, on les expérimente.

L'après-midi, Valérie Caron, ancienne cheffe de cabinet du maire, nous guide à travers la ville. Elle nous emmène d'abord devant l'église, un lieu emblématique de la transition made in Loos-en-Gohelle : sa toiture devait être remplacée et l'équipe au pouvoir en a profité pour proposer à la paroisse de remplacer les ardoises par des panneaux photovoltaïques - fabriqués dans la région, bien entendu. Pour « boucler la boucle », l'électricité produite est revendue à Enercoop, une coopérative active dans l'économie sociale et solidaire.

Depuis 30 ans, autorités et habitants travaillent main dans la main pour développer des projets innovants

Nous découvrons aussi notamment un jardin partagé, une place où l'on récupère les eaux de pluie pour les bâtiments publics et une ceinture verte autour de la ville qui permet la mobilité douce et favorise la concentration de l'habitat.

En filigrane, madame Caron nous fait découvrir comment les autorités locales stimulent la participation citoyenne. La journée se termine par une rencontre avec M. Essono, dont le projet est soutenu par la mairie. Cet ingénieur souhaite lancer une entreprise de fabrication de pellets à base de marc de café récolté dans les établissements Horeca de la région. Il insiste sur la finalité sociale de son projet avec l'engagement de personnes

habituellement éloignées de l'emploi et la vente de ses produits de chauffage à un public précarisé via des épiceries sociales du coin.

2. LILLE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE, PAS CONTRE LES CHÔMEURS !

Le lendemain, direction Lille pour découvrir la déclinaison locale du programme « Zéro chômeur de longue durée », un projet imaginé par des membres d'ATD Quart-Monde. Grâce à l'appui politique d'un député national, une expérimentation de cinq ans a lieu dans dix territoires en France. Les concepteurs du projet ont calculé le coût global annuel pour l'État français d'un chômeur de longue durée, 17.000 euros. En récupérant cet argent auprès de l'État et moyennant un apport de 3.000 euros, il y a moyen de créer un CDI payé au SMIC. C'est le postulat de base du projet « Zéro chômeur » où l'on a en plus pour philosophie de partir des compétences et des envies du travailleur pour créer un poste qui rencontre des besoins non-satisfaits au niveau du territoire.

Un territoire doit pouvoir s'organiser pour apporter une réponse « emploi » à toute personne qui n'en a pas

Si l'on a choisi de faire découvrir cette initiative aux participants, c'est parce qu'elle est menée au sein d'un micro-territoire (quartier, commune, communauté de communes...). « Il faut partir du terrain pour renouveler nos politiques », nous explique Eric Vanhuyse, directeur du comité bassin d'emploi Lille-Métropole. Et de confesser : « Grâce à ce projet, j'ai dû désapprendre des choses. Avant, l'insertion était dévolue au tissu marchand. En tant que chômeur, vous deviez vous adapter à l'emploi disponible. J'ai compris qu'il y avait moyen d'être complémentaire au marché. Un territoire doit pouvoir s'organiser pour apporter une réponse « emploi » à toute personne qui n'en a pas. La création d'emplois, c'est notre devoir à tous ». Dans les quartiers de Loos et de Tourcoing, sélectionnés au sein de la Métropole lilloise, la « Fabrique à but d'emploi » (qui met en oeuvre le projet) a déjà engagé 90 personnes en moins d'un an, au sein d'une épicerie et un garage solidaires,

dans une ressourcerie, pour des services aux habitants à faible revenu,... Stéphane, ancien chômeur de longue durée, explique qu'aujourd'hui, il peut marcher la tête haute...

Si l'on peut se réjouir de cette fierté retrouvée, on peut quand même s'interroger sur le fait que dans nos sociétés, quand on n'a pas



d'emploi, on est stigmatisé au point d'intérioriser cette infériorisation ! Dans le débat, nous découvrons que la Wallonie s'apprête à expérimenter la démarche et que le ministre Jeholet a marqué son accord pour que la province de Luxembourg soit un des deux territoires d'expérimentation.

3. LE BIEN ET LE MALT : LA BRASSERIE DE LA LESSE

En 2011, lors d'une soirée un peu arrosée, quelques amis lancent l'idée de créer une brasserie qui deviendra quelques temps plus tard la Brasserie de la Lesse. Norbert, un des fondateurs, nous explique en quoi cette brasserie est spéciale : outre une récupération de la chaleur produite par le brassage, ils refusent de passer par la grande distribution et d'exporter leur bière. Ils veillent à favoriser les circuits-courts. Ils cherchent aussi, en collaboration avec des petits agriculteurs wallons, à développer une filière de production de matières premières afin de pouvoir s'approvisionner le plus localement possible. Malgré de grosses difficultés de production et des problèmes financiers il y a quatre-cinq ans, ils ont refusé de déroger à ces engagements, au risque de faire faillite. Bien leur en a pris puisqu'aujourd'hui, leur entreprise est éthique et florissante.

QUELQUES RÉACTIONS DE PARTICIPANTS...

« Suite à la soirée citoyenne organisée par le Ciep, je me suis dit, est-ce que dans 20 ans, nos enfants nous diront : vous saviez qu'on allait droit dans le mur et qu'avez-vous fait ? Pourquoi n'avez-vous pas réfléchi ? »

Anne de Bastogne

« Ce qu'on a découvert dans les différentes rencontres, c'est que l'initiative doit venir de la base, mais que sans le politique on ne sait pas aller très loin ; il faut une articulation des deux pour pouvoir mener des projets à long terme ».

**Robert de
Marche-en-Famenne**

« Ce qui m'a marqué c'est qu'on peut innover à partir de l'éthique. Au point de vue de la solidarité, on peut faire de l'économie circulaire par exemple avec de la monnaie locale ».

**Jean-Louis Brocart, Échevin
de Saint-Hubert**

« L'expérience qui me semble la plus innovante est la démarche révolutionnaire d'ATD ¼ monde en matière d'implication des chômeurs. Je pense qu'il y a là un clou à enfoncer par rapport aux politiques nationales : c'est d'imposer cette logique-là plutôt qu'une logique qui est souvent perçue comme une logique d'assistantat ».

Daniel de Longwy

4. ROCHEFORT EN TRANSITION, DES RELATIONS DIFFICILES

« Rochefort en transition » est une des plus anciennes initiatives de transition en Belgique (2012), avec différents groupes de travail : semences, habitat, éducation, circuits-courts... Les citoyens ont créé une monnaie locale, le Voltî, qui est utilisé à Rochefort, Ciney, Marche-en-Famenne, Nassogne...

Mais d'après l'une des responsables du projet, les appels du pied aux décideurs politiques locaux sont restés lettres mortes. Cela donne l'occasion aux participants du voyage de débattre sur ce que sont et ce que devraient être les liens entre les citoyens « actifs » et les élus locaux. Tous estiment que le politique est en général plutôt « suiveur ». Une logique qui devra nécessairement s'inverser dans le cadre de la Transition car les défis à relever tous ensemble sont immenses !

ENTRETIEN AVEC VALÉRIE CARON, ANCIENNE CHEFFE DE CABINET DU MAIRE

CIEP Lux : Quelle est l'ampleur de la concertation citoyenne à Loos-en-Gohelle ?

Valérie Caron : Elle se caractérise plus par un mot que par des chiffres : la systématisation. Tout projet est concerté ! Au total, on organise 200 à 300 réunions publiques sur les six ans de mandat. On a aussi multiplié par deux le nombre d'associations dans la commune en quinze ans.

CIEP Lux : Y a-t-il des thématiques pour lesquelles on concerta le citoyen et d'autres pas ?

VC : Au début, les thématiques concernaient les points d'intérêt des habitants : le cadre de vie, la sécurité routière... Depuis deux mandats, transversalité oblige, il n'y a plus de thématiques spécifiques.

CIEP Lux : Y a-t-il une "méthode" loossoise pour impliquer le citoyen ?

VC : Le citoyen ne vient que si cela présente un intérêt à ses yeux. Toute la difficulté est de passer de l'intérêt particulier à l'intérêt général. Il faut plusieurs années de pratique publique pour permettre cette conscientisation. Le moyen idéal pour y parvenir sans « manipuler » le citoyen est l'implication, voire la co-production, comme dans la méthode fifty-fifty.

CIEP Lux : Pourriez-vous nous en dire plus sur cette méthode ?

VC : On peut le résumer par "donnant-donnant". La commune accompagne du point de vue matériel, l'habitant agit. Si quelqu'un vient nous voir pour demander la

pose de bacs fleuris, la commune fournit bacs et fleurs et les habitants plantent, entretiennent, arrosent...

CIEP Lux : À quels résultats tangibles mène cette volonté de concertation avec le citoyen ?

VC : Des résultats en termes de gestion de l'espace public, de co-production, de projets partagés... Mais surtout, le citoyen devient demandeur de concertation. On constate aussi une baisse des actes de vandalisme, le respect du bien public, une responsabilisation citoyenne dans les actes du tous les jours...



« La responsabilisation des habitants dans le développement de leur ville est la meilleure façon de permettre une adéquation entre les besoins et les réalisations. »

CIEP Lux : Effectuez-vous un travail spécifique vers les jeunes ?

VC : Oui, dès l'école maternelle, on les sensibilise via des gestes citoyens simples et très concrets (propreté, tri et valorisation des déchets, gestion environnementale et biodiversité...). Pour les jeunes, il faut conduire des actions très factuelles. On a conçu le skate-park en concertation avec eux, en leur faisant prendre conscience des contraintes (budget, sécurité...).

CIEP Lux : Comment soutenez-vous des initiatives privées qui rejoignent votre conception du changement ? On pense par exemple à M. Essono et sa fabrique de pellets à base de marc de café...

VC : La commune a une image d'innovatrice et suscite ou attire donc des idées qui font sens avec le projet communal. L'action loossoise, et en particulier celle du maire Jean-François Caron, a permis de développer des outils territoriaux d'aide au développement de projets sur beaucoup de thèmes différents. La commune attire mais elle n'est pas directement impliquée dans l'aide au projet. Ce sont des acteurs du territoire qui agissent avec des moyens plus importants, des réseaux, une expertise...

CIEP Lux : Cette volonté d'impliquer les citoyens a-t-elle fait naître des vocations politiques chez certains ?

Je crois qu'on peut dire que oui, au vu de la difficulté d'élaborer une liste aux élections... Car il y a plus de candidats que de places !

CIEP Lux : Que diriez-vous aux politiques qui craindraient de donner la parole et un certain pouvoir de décision aux citoyens ?

VC : Sur le ton de la plaisanterie, je leur dirais que partager la décision est une bonne façon de partager la responsabilité en cas d'échec. Plus sérieusement, la responsabilisation des habitants dans le développement de leur ville est la meilleure façon de permettre une adéquation entre les besoins et les réalisations. C'est donc un excellent investissement à long terme.